

## COMPTES RENDUS

-

Presses de Sciences Po | « [Revue française de science politique](#) »

2021/2 Vol. 71 | pages 279 à 319

ISSN 0035-2950

ISBN 9782724636963

DOI 10.3917/rfsp.712.0279

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2021-2-page-279.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

**Mazouz (Sarah) - *Race***. - Paris, Anamosa, 2020  
(Le mot est faible). 96 p. Bibliogr.

L'usage de la catégorie race dans les analyses en sciences sociales et politiques fait l'objet d'après controverses scientifiques et politiques et, singulièrement, en France où cette catégorie analytique est considérée comme une menace, mettant en doute la promesse de l'égalité républicaine, une source de développement du racisme ou un fondement d'un savoir minoritaire basé sur l'identité. Certains critiquent aussi son usage en raison de son effet performatif. Toutefois, nul n'a attendu les sociologues pour voir l'effet performatif des catégorisations ethniques et raciales (arabe, noir, musulman) à l'œuvre dans la vie sociale ordinaire et dans les pratiques des institutions et de leurs agents. La suppression de la notion de race de la Constitution française ne supprime pas la racialisation des rapports sociaux.

Prenant au sérieux ces constats, l'ouvrage de Sarah Mazouz offre une excellente introduction synthétique et précise à l'usage critique de la catégorie race. L'autrice a, notamment, étudié les assignations raciales à l'œuvre lors des pratiques de naturalisation en France. Le livre souligne que si les races n'ont pas d'existence scientifique, la réalité de la race comme opérateur d'assignation se vérifie dans les conséquences des pratiques sociales. La race, utilisée au singulier, est un opérateur de classement fondé sur un rapport asymétrique de pouvoir. Il permet de comprendre, en complément des rapports de classe et de genre, les pratiques de discrimination et d'infériorisation (effectives et symboliques). La racialisation est un processus de minorisation de groupes sociaux et de leurs membres, au motif d'une origine réelle ou supposée. Elle n'implique pas nécessairement la mobilisation d'un racisme explicite. Cette minorisation désigne les membres du groupe minorisé comme différents et inférieurs. Pour sa part, S. Mazouz préfère l'expression d'assignation racialisante à celle de racialisation. Les groupes sociaux et leurs membres qui subissent ce processus d'assignation raciale sont qualifiés de racisés. L'étude des pratiques raciales n'exclut pas de l'analyse la condition blanche, le référent qui ne se nomme pas, qui, elle, est fondée sur un principe du privilège dans un contexte sociohistorique déterminé.

L'approche de S. Mazouz qui peut être associée à une perspective décoloniale privilégie une interprétation de la racialisation associée à

l'héritage des formes d'oppression que sont l'esclavage, la colonisation et la ségrégation. D'autres auteurs, surtout britanniques et américains, lui donnent une interprétation plus large incluant tous les groupes considérés comme indésirables et assimilés à une altérité radicale, en particulier les personnes expérimentant la condition migrante, que l'autrice ne nomme pas. En outre, on peut juste regretter que cette perspective, en privilégiant deux expériences historiques, l'esclavage et la colonisation, tende à occulter deux formes historiques d'oppression intérieure à l'Europe, l'antisémitisme et la racialisation des Roms, qui pourtant partage une même grammaire de la minorisation raciale (identification, mise à l'écart et extermination). S. Mazouz soutient la nécessité de recourir à la notion critique de race, à côté d'autres formes de hiérarchisation comme la classe et le genre, pour sortir de l'universalisme abstrait et reconnaître la pluralité des expériences de minorité.

**Andrea Rea -**  
ULB, GERME

**Neveu (Erik), Surdez (Muriel), dir. - *Globalizing Issues. How Claims, Frames and Problems Cross Border***. - Londres, Palgrave Macmillan. XXV + 357 p.  
Index.

La pandémie qui fait rage soulève la question de l'action publique coordonnée à l'échelle mondiale, les mesures adoptées par les gouvernements nationaux ou communautaires pour protéger leurs populations n'étant efficaces sur le long terme qu'à condition que les autres gouvernements fassent de même. C'est précisément cette interdépendance qu'Erik Neveu et Muriel Surdez placent au cœur de leur définition du concept de problème global, au même titre que l'existence d'acteurs qui portent ce problème au-delà des frontières nationales. La justification du livre réside dans le constat qu'une partie des leçons issues de l'étude de la construction des problèmes de politique publique, historiquement menée à l'échelle nationale, s'est perdue dans l'élan vers une sociopolitique de la mondialisation. Aussi, les directeurs d'ouvrage insistent-ils, en introduction, sur l'importance d'interroger tant la nature globale de ces problèmes que leurs origines sociales et institutionnelles, où se jouent également des conflits intranationaux.

Afin de mieux comprendre d'où viennent les problèmes dits « globaux », E. Neveu et M. Surdez proposent donc de les envisager dans une optique constructiviste et interdisciplinaire qui tient compte de la circulation des objets, des acteurs et des idées mais aussi des rapports de force qui structurent les vecteurs de médiatisation. À travers une douzaine d'études de cas, dont certaines comparatives ou centrées sur les réseaux sociaux, deux études quantitatives et deux chapitres sous forme d'essais, il s'agit d'explicitier la logique de construction des problèmes globaux et leurs implications. Chaque chapitre propose une analyse intéressante, bien construite et rigoureusement étayée, de phénomènes allant de la crise de la vache folle aux accidents nucléaires de Tchernobyl et Fukushima en passant par le contenu des programmes partisans, les stratégies Twitter pendant les négociations de la COP21, le Brexit, la sécurité routière et la résistance aux antibiotiques, entre autres. Ces analyses révèlent en outre plusieurs résultats contre-intuitifs comme le fait que, loin de favoriser la prise en compte, la formulation et la médiatisation d'un problème potentiellement global, l'existence de structures internationales compétentes comme l'Organisation mondiale de la santé contribue parfois à le passer sous silence ou du moins à en limiter la visibilité.

On peut regretter, par endroits, un excès d'ambition. En effet, pour un livre qui cherche à poser le cadre pour l'étude des problèmes globaux, l'Europe est surreprésentée aussi bien dans la sélection des cas d'étude que dans l'origine et l'affiliation des auteurs. Sur 17, 15 sont rattachés à une institution de recherche européenne (y compris la Suisse), les deux autres travaillant aux États-Unis. Or la singularité de l'architecture institutionnelle et de l'histoire politique de l'espace européen laisse à penser que les mécanismes de formulation et de médiatisation des problèmes qui y opèrent sont dotés d'une spécificité qui mérite d'être interrogée. Par ailleurs, l'approche interdisciplinaire que les directeurs d'ouvrage appellent de leurs vœux et mettent en œuvre enrichit sans aucun doute la compréhension des problèmes globaux. Il n'en reste pas moins que n'importe quelle sociologie de la mondialisation accusera les tensions, voire les contradictions, qui caractérisent son objet. Dès lors, la référence en introduction à un « *seamless frame* » (que l'on pourrait traduire par « cadre d'analyse impeccable ») se veut pour le moins osée. Heureusement, les

auteur.e.s abandonnent assez vite cette prétention au profit d'une production de connaissances concrètes et stimulantes des dynamiques de transnationalisation des affaires publiques.

Le livre a le mérite de ne pas tomber dans le piège d'un biais de sélection en vertu duquel seuls les problèmes ayant atteint, d'une manière ou d'une autre, le statut de problèmes globaux feraient l'objet d'une analyse. Au contraire, plusieurs chapitres se penchent sur la question de savoir pourquoi certains problèmes ne sont pas perçus ou traités comme tels malgré leur envergure, leur ubiquité ou leur ressemblance à d'autres problèmes globaux. C'est le cas du chômage, évoqué par Elitza Katzarova et E. Neveu, de l'accident nucléaire de Fukushima, analysé par Valérie Arnhold, et du virus de l'hépatite B, qui s'est vu éclipsé par le virus du Sida, comme l'explique Maëlle de Seze. Dans ce dernier exemple réside une des nombreuses pistes offertes par cet ouvrage collectif pour examiner le fait social total qu'est la pandémie de Covid-19, problème global s'il en est. Outre les dimensions théoriques proposées par Stefan Aykut pour cerner la globalité, le chapitre de M. Surdez, d'une actualité inquiétante, examine l'effet de réfraction des bureaucraties nationales et locales dans la définition de problèmes globaux et l'élaboration des réponses.

Bref, s'il constitue une référence incontournable pour quiconque s'intéresse à la construction des problèmes sociaux dans un monde globalisé, ce livre, dont un tiers des chapitres porte sur des questions de santé publique, n'en est pas moins indispensable pour les chercheurs aspirant à saisir les enjeux du temps présent.

Jacinto Cuvi -  
LSE

Quéré (Olivier) - *L'atelier de l'État. Des cadres intermédiaires en formation.* - Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2020 (Res Publica). 246 p.

Bibliogr.

Au sein de la très codifiée « fonction publique » française, 25 000 individus étaient jusque-là restés dans l'ombre des travaux de science politique : les « attachés d'administration de l'État<sup>1</sup> », cadres intermédiaires situés entre la haute fonction publique et

1. On ne parle pas ici de la fonction publique « territoriale », qui dépend des gouvernements régionaux, mais de celle qui relève de l'État central.